



FÉDÉRATION FRANCOPHONE  
DES ÉCOLES DE DEVOIRS

RUE STEPHANY, 7  
4000 LIÈGE

TELEPHONE : 041 - 67 36 09

COMPTE BANCAIRE : 001 - 1831615 - 40

BULLETIN D'INFORMATION BIMESTRIEL

NUMERO : 1

ANNEE : 1986

# Hier

1985... 2015

## ENFANTILLAGE



## SOMMAIRE

- Un peu d'histoire
- Le temps en quelques lignes
- Portraits du secteur :
  - La genèse d'une fédération et d'un secteur
  - Ariste Wouters
  - Christophe Loyen
  - Jacques Van de Weerd
  - Georges Gilkinet

ÉDITEUR RESPONSABLE : ARISTE WOUTERS

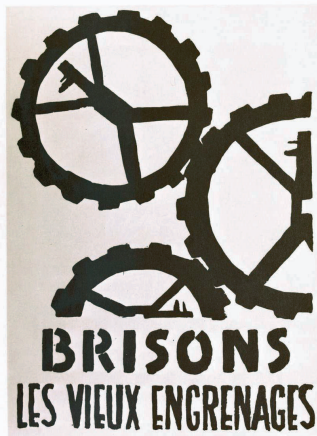
# Un peu d'histoire

"Au pays de Magritte, les Ecoles de Devoirs ne sont pas des écoles, et on n'y fait pas que des devoirs..."<sup>1</sup>

Découvrir le secteur des Ecoles de Devoirs (EDD), c'est d'abord se replonger dans l'histoire de notre société.

## Les origines : mai 68 et les inégalités que l'école ne résout pas<sup>2</sup>

Les EDD se sont développées dans la foulée de mai 1968. La publication d'un ouvrage est à l'origine de ce mouvement de création : "*Barbiana : lettre à une maîtresse d'école*" s'adressait au monde de l'enseignement en général et dénonçait les mécanismes de sélection opérés par l'école. Sa publication fait réagir et incite à créer les premières Ecoles de Devoirs sur la base du constat que l'école ne fait que reproduire les inégalités sociales.



## Les EDD, un produit belge

A part en Italie où le mouvement des "dopo scola" s'est développé pendant les années 60 mais a peu à peu été absorbé par l'institution scolaire, il semble que le concept d' "Ecole de Devoirs" soit bien propre à la Belgique.

A notre connaissance, à part des ateliers de soutien scolaire en Maison de jeunes dans quelques pays européens et les Activités Educatives Périscolaires (AEPS) en France (qui sont d'initiatives publiques), rien n'est comparable au "phénomène" belge en Europe. C'est une manière propre à notre Communauté française de Belgique de répondre au danger du décrochage scolaire... Il y a de quoi tenir une certaine fierté...

Source : extrait de la brochure Historique du Mouvement des Ecoles de Devoirs, parue à la FFEDD en 2003.

# Origines des EDD

Extrait de la brochure Historique du Mouvement des Ecoles de Devoirs, parue à la FFEDD en 2003.

"En 1967, paraît en français l'ouvrage "Barbiana : Lettre à une Maîtresse d'école". Ce livre est écrit par huit élèves de Barbiana, petit village toscan perdu au milieu des montagnes, à leur ancienne maîtresse d'école. Cette lettre, qui s'adressait en fait au monde de l'enseignement en général, dénonce les mécanismes de sélection opérés par l'école.

L'école privée de Barbiana était encadrée par un religieux, Don Milani. Des enfants (12-17 ans), pour la plupart fils de paysans pauvres, y étaient accueillis gratuitement. Dans cette école, ils pratiquaient le tutorat, apprenaient à utiliser des ouvrages de référence, parlaient des langues étrangères avec les visiteurs et découvraient le plaisir d'apprendre et surtout d'utiliser ce qu'ils avaient appris. Don Milani refusait d'enseigner des connaissances livresques : la première chose qu'on l'on apprenait à Barbiana est que l'on n'apprenait rien qui ne soit utile.

Don Milani fustigeait les intellectuels ne connaissant de la culture que ce qu'ils avaient lu dans les livres et répétant inlassablement ces connaissances éloignées de la réalité. Il défendait la culture ouvrière et paysanne(...). Conscient que l'école n'est qu'une répétition pour les enfants issus de milieux favorisés (et oblige les enfants des classes populaires à abandonner ce qui fait leur vie à la porte de la classe), il a démontré jusqu'à sa mort que l'on pouvait enseigner autrement."



## Trois vagues de création... et un tsunami plus tard ?

En Belgique, les EDD apparaissent d'abord à Bruxelles, au sein du quartier de Cureghem, où vivait majoritairement une population ouvrière italienne (1973) et par la suite en Wallonie, dans les quartiers où l'on retrouve une population socialement et culturellement défavorisée (qu'elle soit d'origine immigrée ou non).

Une première vague de création d'EDD prend donc place en milieu urbain et dans un second temps, on constate l'émergence d'un même mouvement en milieu rural et semi-urbain. L'extension de la prise en charge des jeunes du secondaire se développe lors d'une 3e phase d'évolution.

En 2013, nous avons constaté une vague de création d'Ecole de Devoirs. Un minimum de 25 projets ont vu le jour<sup>3</sup>, dont un grand nombre en régions liégeoise et luxembourgeoise. Bien qu'il soit important d'observer l'évolution de ce chiffre sur quelques années pour l'analyser, cette nouvelle vague nous paraît importante par rapport aux années précédentes.

Depuis plusieurs années nous avons constaté une demande toujours plus grande par rapport à l'offre en EDD. Dès septembre, de plus en plus d'EDD se voient contraintes de constituer une liste d'attente.

## Emanation privée ou publique...

Les EDD étaient, et sont toujours à l'heure actuelle, soit l'émanation de personnes privées qui fondent une a.s.b.l. autour d'un projet d'Ecole de Devoirs, soit un nouveau service offert par des acteurs privés ou publics (dans le cadre de nouveaux dispositifs mis en place par les pouvoirs publics tels les services sociaux divers, maisons de quartiers, maisons des jeunes, A.M.O., etc.).

3. Chiffres avancés sur la base du témoignage des Coordinateurs régionaux.

# Le temps en quelques lignes





Obtention d'un poste de **détaché pédagogique** pour la FFEDD ; proposition d'un décret.

Une convention pré-décrétale vient soutenir les Coordinations. Cela permet d'engager **2 permanents** : l'un mis à la disposition de la Coordination des EDD de Namur et l'autre chargé de créer la Coordination du Hainaut.

Promulgation du **décret relatif au soutien et à la reconnaissance des Ecoles de Devoirs**. Il reconnaît et subsidie également cinq Coordinations régionales, ainsi que la Fédération et permet l'engagement d'un emploi temps plein par Coordination et d'un mi-temps supplémentaire pour la Fédération.

Première **modification du décret EDD** pour clarifier certains termes et tenir davantage en compte les réalités rencontrées par les EDD en milieu rural.

**Premières revendications** développées pour le secteur des EDD. Résultats : une **augmentation de 10%** de l'enveloppe globale octroyée aux EDD.

**Seconde modification** du décret EDD afin de clarifier les termes, d'être plus cohérent avec le **Code de Qualité de l'accueil de l'ONE** et d'être plus proche du vécu des EDD.

**L'histoire continue...**

2001

2002

2004

2007

2009

2013

2016



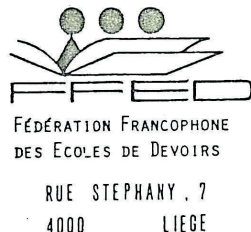
## Portrait du secteur

# La genèse d'une fédération et d'un secteur



*A l'époque, on disait que les écoles de devoirs étaient un sparadrap sur une blessure, ce n'est toutefois pas le sparadrap qui guérit la blessure »*

Comme il est souvent bon de se rappeler les souvenirs! Différentes rencontres ont eu lieu avec des anciens et des fondateurs de la Fédération Francophone des Ecoles de Devoirs. Ce texte est l'occasion de mettre en lumière le fruit de ces différentes rencontres avec Madame Brigitte Lambot et Messieurs Alain Antoine, Pierre Devleeshouwer et Paul Van Zuylen.



| Entretiens retranscrits par Céline MATHIEU, juriste FFEDD

Il y a un peu plus de 30 ans, ce sont les coordinations qui sont à la base de la création de la Fédération Francophone des Ecoles de Devoirs. Monsieur Van Zuylen souligne l'investissement important de celles-ci durant les premières années. D'ailleurs la Fédération ne savait pas fonctionner sans l'investissement des coordinations. Elles ont donc investi de leur temps et de leur énergie pour trouver des solutions, parfois avec des bouts de chandelles, un peu à l'image des écoles de devoirs, et surtout avec beaucoup de bonne volonté!

Le but visé par ces coordinations était d'avoir un interlocuteur unique par rapport à la Communauté française afin de mieux asseoir les revendications politiques et d'être un véritable porte-parole de l'ensemble des coordinations et donc de l'ensemble du secteur. L'intention était également de dynamiser les coordinations et les relations entre les différentes écoles de devoirs.

Si dès le début les coordinations s'accordaient sur l'analyse du fonctionnement et

dysfonctionnement de l'école, sur la volonté d'une école plus égalitaire et sur le fait que les devoirs étaient un vecteur de discrimination, deux grands débats de fond sont tout de même apparus.

La première difficulté était de savoir s'il fallait demander une reconnaissance en tant qu'organisme de jeunesse ou en éducation permanente? En effet, si la coordination de Bruxelles était favorable à une reconnaissance en éducation permanente, Liège et Namur étaient, quant à elles, plutôt favorables à une reconnaissance en tant qu'organisme de jeunesse. Ce choix a provoqué de grosses tensions pour des questions de fond, mais également de représentativité. En effet, la reconnaissance en tant qu'organisation de jeunesse représentait une difficulté en raison de l'exigence, imposée aux organismes de jeunesse, d'avoir au sein de ses instances 2/3 de moins de 35 ans. Au final, c'est en organisation de jeunesse que la Fédération a été reconnue car cela permettait de stabiliser financièrement la Fédération plus rapidement.

L'école de devoirs se veut action de base afin de donner à chacun, selon ses critères de milieu de vie, des chances égales pour affronter les méandres de notre société.

Chacun, nous réalisons un travail extraordinaire sur le terrain et bien souvent nous devons nous limiter à ce travail.

Ensemble, au sein d'une fédération nous pourrions porter nos attentes, nous pourrions développer notre réflexion, nous former de manière permanente et agir sur les pouvoirs en place. Pour eux aussi, il faut prendre conscience qu'il ne suffit pas de dire: "A chacun des chances égales". Mais il faut permettre réellement que tous et toutes nous possédions les moyens de cette égalité.

Ariste WOUTERS

Président.

Extrait de l'Editorial du bulletin d'information de la Fédération Francophone des Écoles de Devoirs, "Enfantillage", n°1, novembre 1985.

Une autre divergence au sein de la Fédération a portée sur la question de savoir s'il y avait lieu de soutenir ou non la reconnaissance officielle des écoles de devoirs. Si Namur et Liège voulaient d'une reconnaissance par décret, Bruxelles était fermement opposée car, comme tous, à l'époque, elle rêvait de la disparition des écoles de devoirs en tant que "sparadrap" de l'école.

Toutefois, face à ces divergences assez importantes, la force de la Fédération était la réelle volonté des membres pour faire avancer les choses. C'est grâce à ce militantisme que les membres étaient prêts à dépasser des montagnes avec peu de moyens. Selon Brigitte Lambot, la quasi-totalité de ceux-ci étaient des militants qui croyaient aux projets, aux valeurs, tout simplement au secteur. Les personnes étaient engagées et portées par un idéal militant désirant donner aux familles précarisées une seconde chance.

Une autre volonté était également de faire évoluer le monde de l'enseignement pour qu'un maximum d'enfants se retrouve dans

le cursus de l'enseignement et pour lutter contre le décrochage scolaire. En effet, tous ont insisté sur l'importance de persévérer et de taper du poing sur la table au sujet du dysfonctionnement du système scolaire afin que les enfants de milieux populaires soient moins confrontés à l'échec et à l'exclusion. Pour Pierre Devleeshouwer, ce sont avant tout des questions d'organisation structurelle de l'enseignement qui posent problème et non des difficultés inhérentes à l'enfant lui-même. Dès lors, plus que jamais, il faut de vraies actions politiques! Travaillant dans le milieu de l'insertion professionnelle avec des personnes peu qualifiées, il se rend compte, qu'au final, ce sont des personnes qui ont connu l'échec scolaire depuis parfois la maternelle. Il y a donc un véritable travail à faire sur la question de l'enseignement en Belgique qui renforce toujours les inégalités sociales et sur l'intégration des milieux populaires.

Monsieur Antoine estime également que la plus-value du secteur est de permettre aux enfants de milieux populaires d'avoir accès à des outils supplémentaires pour s'approprier la culture dominante. Il se





souvent qu'il avait fait son mémoire sur le travail en école de devoirs. Il avait notamment observé la manière dont les enfants du quartier s'approprièrent une balance. En comparant avec d'autres enfants, il a remarqué que les enfants de milieux défavorisés utilisaient le

moyen qu'ils connaissaient, la force, pour s'approprier les choses. Petit à Petit, ces enfants ont décodé qu'il y avait d'autres

moyens de s'exprimer et d'autres méthodes pour pouvoir entrer en relation avec les autres. C'est ici le rôle à jouer par les écoles de devoirs pour aider ces jeunes dans leur épanouissement personnel.

Au final, une volonté commune pour tous : continuer à se mobiliser et à combattre les inégalités. Toujours plus fortes, la Fédération et les coordinations doivent faire entendre leur voix, leurs revendications pour l'épanouissement des jeunes, de tous les jeunes, pour une société plus juste.



### **Pierre Devleeshouwer**

Après avoir fait des études d'assistant social, son parcours l'a mené dans un centre de guidance à Ixelles, une association d'action en milieu ouvert à Anderlecht, en passant par Formation Insertion Jeunes (FIJ) et enfin, la FeBISP dont il est le directeur depuis mai 2009. Il a été un des membres actifs de la création et de la coordination des écoles de devoirs de Bruxelles et vice-président de la fédération.

### **Paul Van Zuylen**

Assistant social de formation, Paul Van Zuylen s'est engagé dès le début de l'histoire des EDD en travaillant à « La Porte Verte » et en étant membre du CA de la Coordination de Bruxelles. C'est au « Centre d'Entraide de Jette » qu'il a poursuivi et terminé sa carrière. Aujourd'hui pensionné, il poursuit malgré tout son engagement, en tant que volontaire, tant au « Centre d'Entraide de Jette » qu'à la Coordination de Bruxelles. C'est dire que Paul a été présent dans tous les projets, petits ou grands, qui ont tissé l'histoire de la coordination depuis bientôt 30 ans.



### **Alain Antoine**

Permanent syndical chez CNE depuis mai 2002, il fut animateur à la CIEP jusqu'en 1999, avant de s'atteler à l'informatisation et au développement multimedia à la CIEP-MOC-AID National. Il fut secrétaire, puis président à la FFEDD.

### **Brigitte Lambot**

Après une formation artistique, elle a fait des études d'éducatrice à la Province et a commencé à travailler à Plomcot en 1985. Elle a également créé, avec Charles Hutlet, l'EDD et la Maison de Jeunes « Gamedella » de Jemelle. Personne de terrain, cela fait trente ans qu'elle travaille dans le secteur. Elle est persuadée qu'il est possible, à une petite échelle, de changer les choses : aider un jeune, créer quelques emplois, faire réfléchir en haut lieu aux difficultés de notre public...



# Portrait du secteur

## Ariste Wouters



Militant de la première heure, premier président de la Fédération francophone des Ecoles de Devoirs.

Malheureusement décédé en 2007, nous n'avons pu recueillir son témoignage.

Considéré comme le « père de la Teignouze », un organisme qui rassemble plusieurs associations dont le but est de venir en aide aux personnes isolées ou précarisées, Ariste Wouters fut l'un des premiers défenseurs du secteur des Ecoles de Devoirs. Très engagé à différents niveaux, c'est un pionnier qui luttait sans relâche contre l'exclusion sociale et travaillait activement pour le droit de chacun à la dignité. Il mettait l'humain au centre des préoccupations et son crédo était : la foi en l'homme.

Son combat en EDD : créer une communauté où l'Enfant, le Jeune, serait prince et non bouffon !

Depuis votre arrivée Monsieur le Ministre, nous constatons un regain de projets divers pour résoudre tous les problèmes de l'Enfance et de la Jeunesse.

Extraordinaire, même les "multinationales de l'éducation" qui ont perdu leurs "golden years" proposent mille et une pistes pour résoudre les problèmes de formation, d'échecs scolaires et autres projets d'alphabétisation.

Tous se sont découverts des vocations de "docteurs en milieu ouvert" et se targuent d'avoir la meilleure méthode "économico-psycho-médico-pédagogique" qui va résoudre (enfin) l'ensemble des difficultés d'intégration dans notre société.

A les entendre, nous nous demandons vraiment pourquoi se faire tant de cheveux blancs devant les soucis que nous rencontrons quotidiennement.

Nous, les animateurs des Ecoles de Devoirs, nous n'avons pas la prétention de nouvelles formules ; nous croyons que le vécu des Ecoles de Devoirs durant ces dix dernières années est notre meilleure carte de visite.

Alors, Monsieur le Ministre, nous vous souhaitons d'être à l'écoute des animateurs de terrain plutôt que des orateurs de talent ; D'être attentif à ces petits vécus de chaque jour qui permettent l'élaboration de règles plus générales ;

De rencontrer ces acteurs privilégiés qui oeuvrent simplement à la construction d'une société plus juste, plus tolérante, plus humaine ; D'être enfin le coordinateur d'une communauté où l'Enfant, le Jeune serait prince et non bouffon.

Extrait de "Enfantillage", bulletin d'information de la Fédération Francophone des Ecoles de Devoirs, 1986. Editeur responsable : Ariste Wouters





# Christophe Loyer

## Un des artisans associatifs du décret



**Avant de devenir le premier permanent de l'AEDL (la coordination des Edd liégeoises) en 1993, Christophe estimait que les Ecoles de Devoirs n'auraient pas dû exister. Pour lui, la réussite scolaire était (et reste) la mission de l'école. Les devoirs devraient être faits dans le cadre scolaire et gérés par des enseignants. C'est ce qu'il pense toujours aujourd'hui, mais son point de vue sur les Ecoles de Devoirs a changé.**

I par Marie-Hélène André, animatrice-formatrice à la FFEDD et à l'AEDL

Engagé à l'AEDL pour un projet connexe, il a découvert la richesse du secteur, en lien avec la dynamique associative socioculturelle. L'Ecole de devoirs permet aux enfants de s'épanouir dans un lieu différent de l'école et de la famille, de découvrir d'autres adultes, d'autres codes, une autre relation à l'autorité, d'accéder à d'autres sources de savoir, de rencontrer d'autres enfants qui viennent d'autres écoles. Un lieu où les enfants peuvent apprendre autrement, où ils ont une nouvelle chance. Un lieu où ils peuvent souffler par rapport à l'école. Les valeurs sous-tendues par le secteur sont essentielles : l'EDD doit permettre aux enfants de sortir du cadre, de « casser le moule », de penser autrement. Un lieu où on apprend à réfléchir, à être acteur de son projet de vie et dans la société.

C'est dans cet esprit que Christophe s'est investi dans la reconnaissance du secteur et dans la mise au point du décret.

### Et si c'était à refaire...

Christophe aurait été plus ambitieux. Une des valeurs du secteur est son humilité. Trop d'humilité parfois. Certaines personnes ont travaillé (et parfois travaillent encore) dans des conditions inacceptables et dans l'insécurité totale au niveau de l'emploi. La FFEDD doit poursuivre ce travail de reconnaissance.

### Evolution du secteur ?

Le secteur a bien évolué mais Christophe se rend compte que les Ecoles de devoirs doivent toujours se battre pour survivre. Les budgets restent fragiles, les volontaires sont indispensables et de plus, le nombre d'enfants en liste d'attente est énorme. Que se passe-t-il ? Les problèmes à l'école qui renforcent les inégalités ? La crise économique ? Les changements sociétaux ? C'est pour cela que le secteur doit rester vigilant pour défendre l'égalité des chances pour tous.



# Jacques Van de Weerd

## Un pionnier, un artisan, un volontaire !

**Volontaire en Edd depuis 1978 et toujours actif, Jacques est un des symboles du secteur.**

I par Marie-Hélène André, animatrice-formatrice à la FFEDD et à l'AEDL



Avec quelques militants, il a créé le Gass (Groupe d'actions sociales et scolaires - Liège), une des premières EDD en communauté française. Soucieux de stabiliser ce secteur auquel il croit, il s'engage donc assez naturellement à l'Association des Ecoles de Devoirs en province de Liège (la coordination liégeoise) et à la Fédération francophone des Ecoles de devoirs, dont il a été le président dans les années 2000.

Au niveau de la Fédération, Jacques se souvient de débuts difficiles, de réunions dans des locaux vétustes, de tensions entre les coordinations, des premières coordinatrices de la FFEDD, Marie-Françoise Dehard puis Sandrine Meunier, parfois découragées par l'ampleur de la tâche.

### Moment- clé

Le décret en 2004 qui va concrétiser des années d'efforts. Enfin une reconnaissance officielle de la Fédération, des Coordinations et une définition claire d'une Ecole de devoirs et de ses 4 missions.

### La plus-value du secteur EDD

La lutte contre le décrochage scolaire et l'apprentissage du « vivre ensemble ». C'est un endroit qui permet à tous de s'épanouir, notamment pour les personnes issues de l'immigration. Ce sont des petits lieux essentiels au cœur des quartiers, qui permettent de rendre la vie plus belle, même si les conditions de vie sont difficiles. La

richesse du tissu associatif est formidable en Belgique et plus particulièrement le secteur des Ecoles de devoirs, concept unique en Europe, qui est resté libre et indépendant, notamment par rapport à l'Enseignement et à la politique. Cela permet de rester un « contre-pouvoir ».

### Une devise

Tous capables !

### Evolution du secteur ?

Les écoles de devoirs sont de plus en plus reconnues, on cite le secteur dans les journaux, on obtient peu à peu plus de subsides. Et la FFEDD est devenue un interlocuteur incontesté par les instances politiques. La Fédé et les coordinations travaillent de plus en plus ensemble et en concertation. C'était bien le but au départ.

### Une anecdote

Le retour des anciens de l'EDD qui témoignent de l'importance de ce qu'ils ont vécu à l'Ecole de devoirs, de ce que cela leur a apporté. Ils se souviennent de la petite maison rose, de leurs animateurs. Ils viennent avec leur(s) enfant(s), leur conjoint(s)...On sent alors l'importance du travail accompli.



# Georges Gilkinet

## Un des artisans politiques du décret

| par Marie-Hélène André, animatrice-formatrice à la FFEDD et à l'AEDL



En 1999, **Jean-Marc Nollet** devient Ministre de l'Enfance et met tout en œuvre pour améliorer la qualité de l'accueil des enfants après l'école et les moyens des structures qui l'assurent. Il souhaite notamment valoriser le travail de terrain en Écoles de Devoirs et surtout donner à ce secteur une reconnaissance et une légitimité. En 2001, il dégage un subside de 838.000 euros pour le secteur et il confie la tâche d'élaborer un décret les reconnaissant à un de ses collaborateurs, Georges Gilkinet, qui, provenant du monde des organisations de jeunesse, entame les travaux avec enthousiasme.

Le secteur existait déjà bien grâce au travail acharné de ses membres, dont de nombreux volontaires, mais tout restait à faire en terme de reconnaissance officielle. Jean-Marc Nollet n'a pas voulu travailler seul et le décret est né de la concertation du terrain. Il a fallu réaliser un cadastre des acteurs déjà en place et ensuite réfléchir avec eux aux conditions de reconnaissance de la Fédération et des coordinations d'une part ; des écoles de devoirs d'autre part.

### Première difficulté du décret : définir une École de Devoirs !

Cela paraît simple, et pourtant... Le nom « École de devoirs », reconnu par tous, est un bel exemple du surréalisme à la belge, car ce n'est pas une école et on n'y fait pas que des devoirs ! Qui plus est, c'est le même Ministre qui a voulu « supprimer » (en fait « réguler ») les devoirs à domicile et reconnaître ces fameuses Écoles de devoirs.

Il a donc d'abord fallu travailler à cette définition. Au sens du décret, l'École de Devoirs est un lieu d'épanouissement global de l'enfant, au-delà d'un simple soutien scolaire.

Le décret devait également servir à un développement qualitatif du secteur, c'est pourquoi il donne une place importante à la question de la qualification du personnel et à sa formation. Sans décret, le secteur des Écoles de Devoirs n'avait pas d'identité au sens politique du terme et ne pouvait donc prétendre à des subsides. Cette

reconnaissance décrétable de 2004 a donné une légitimité au travail accompli depuis de nombreuses années.

Georges Gilkinet se souvient que des tensions existaient déjà, notamment entre le seuil d'exigences des pouvoirs publics au regard des moyens limités. Mais il n'était pas possible de justifier l'octroi de moyens publics structurels sans base légale, sans encadrement qualifié, sans respecter certaines règles... qui ont dès lors été négociées avant d'être coulées dans un décret. Imprimer une logique identique pour toutes les écoles de devoirs, malgré la grande diversité de base. Donner aussi les moyens de former les encadrants, animateurs, coordinateurs, pour renforcer la qualité de l'accueil de l'enfant.

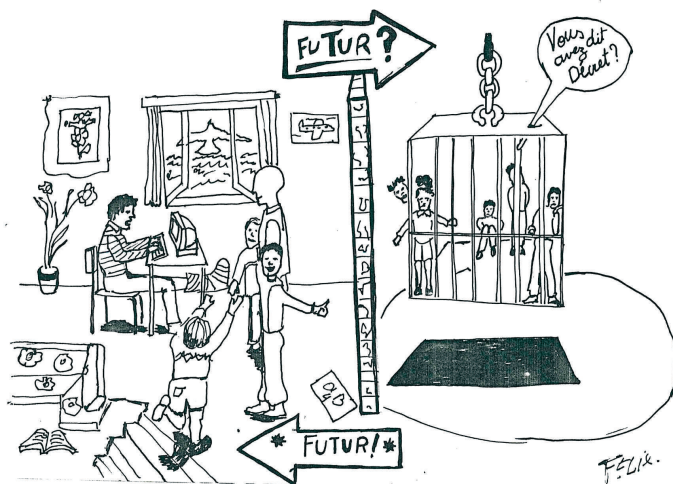
*« Je suis conscient que les moyens octroyés aux écoles de devoirs sont encore limités. Il en faudrait davantage, c'est certain. Cela doit être épuisant de toujours rechercher des subsides complémentaires et vraiment je dis merci pour le travail réalisé par les Écoles de devoirs et toutes celles et ceux qui s'y engagent. Mais je suis heureux et fier d'avoir participé à leur reconnaissance via ce décret, qui est un outil essentiel de leur développement. Si les Ecoles de devoirs n'existaient pas, 20.000 enfants seraient dans la rue tous les jours après l'école, confrontés à une réalité moins favorable à leur développement »*

Un secteur riche :

- **pour les enfants**, surtout dans le climat actuel, l'École de Devoirs leur donne d'autres outils, d'autres grilles de lecture du monde qui les entoure ;
- **pour les personnes qui y travaillent**, volontaires ou salariées, qui y exercent une activité qui a du sens, qui est utile à la société ;
- **pour les familles**, qui trouvent dans les Ecoles de Devoirs un lieu complémentaire d'épanouissement pour leurs enfants.

L'École de devoirs n'est pas un sparadrap de l'école ! C'est un lieu d'éducation non-formelle qui donne plus de flèches dans le carquois des jeunes pour devenir des CRACS (Citoyens responsables, actifs, critiques et solidaires), des personnes bien dans leur peau, des travailleurs bien dans leurs baskets, des futurs parents plus à l'aise dans leur rôle.

***L'École de devoirs, c'est le milieu d'accueil où on vient avec sa mallette et où on la jette dans un coin. On fait ses devoirs puis on fait autre chose, on apprend autrement ! La mallette, c'est le prétexte !***



Dessin de Félix Dominguez, illustrant le débat 'pour ou contre le décret', publié dans la revue DEFIPRESS, n°55, nov. 88.